



Covid-19, le bilan en 40 questions - Préface : Démêler le vrai du faux

Par [Jean-Loup Izambert](#) et [Claude Janvier](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2022

[ISÉdition](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),

[Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La crise liée à la covid-19 a mis en lumière de sérieux problèmes de désinformation venant d'Internet mais aussi parfois, contre toute attente, de l'UE, de l'OMS et de la France, toutes trois mises sous pression par les lobbies de puissants groupes pharmaceutiques et cabinets de conseil.

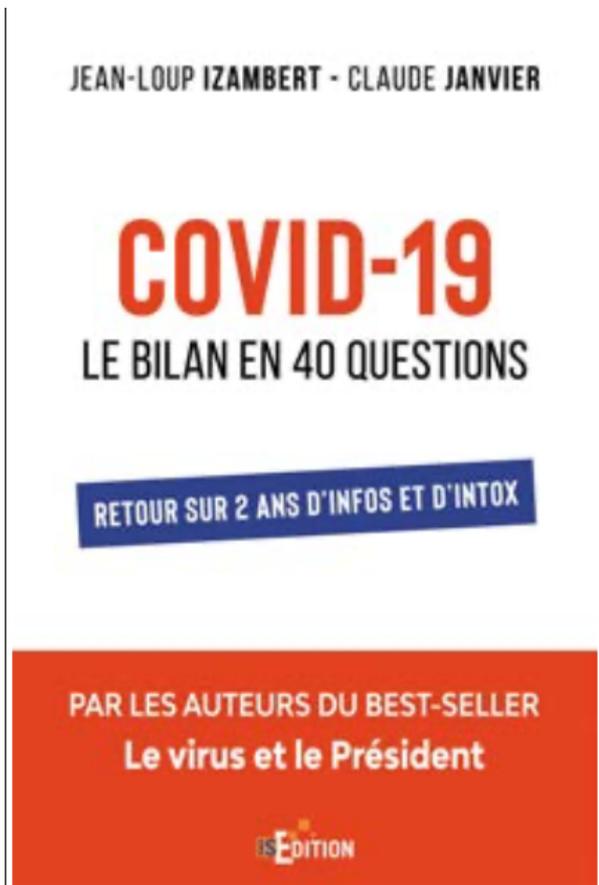
Ainsi, plusieurs informations relayées au public se sont finalement avérées inexactes ou tronquées. Plus inquiétant, certaines études scientifiques essentielles ont été ignorées et des conflits d'intérêts ont été découverts, installant un sentiment de méfiance dans l'esprit de nombreux citoyens.

Face à ce manque de clarté, le journaliste Jean-Loup Izambert et l'écrivain-essayiste Claude Janvier sont allés à la rencontre de spécialistes de tous bords (médecins, chercheurs, avocats, journalistes, élus, associations...) pour apporter des réponses précises et sourcées à 40 questions que se posent les Français.

Quelle est la dangerosité réelle du virus covid-19 ? Les test PCR sont-ils fiables ? Combien ont-ils coûté à la France ? Le cabinet McKinsey a-t-il contribué à élaborer le plan de vaccination en France ? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas favorisé les traitements contre la covid-19 ? Le port du masque est-il efficace ? Quel est le bénéfice/risque des vaccins à ARNm ? Sont-ils vraiment sans effet secondaire ? Le Passe vaccinal est-il justifié ? Comment se défendre légalement face à certaines mesures gouvernementales ?

Retrouvez toutes les réponses et bien d'autres questions dans Covid-19 : Le bilan en 40 questions, ainsi que des informations pratiques et juridiques pour faire respecter ses droits dans un contexte législatif parfois abusif.

Résumé (Extrait du livre « Covid-19, le bilan en 40 questions »)



Préface : Démêler le vrai du faux

« C'est dramatique ! J'ai des patients qui sont gravement malades que l'hôpital ne prend plus en charge ! » rage, en février 2022, Patrick, médecin généraliste de campagne en Occitanie. Ce praticien qui consacre sa vie à écouter et soigner ses patients sans compter ses heures, presque sept jours sur sept de 8 heures du matin à parfois plus de 8 heures du soir, ne sait plus comment faire soigner les malades : « L'une a une forte anémie et doit recevoir d'urgence une transfusion, un autre a un diabète de stade 2 qui flambe et l'hôpital me dit qu'il ne peut plus les recevoir pour les soigner. Manque de lits et manque de personnel ! Et, en plus, les infirmières sont débordées et ne peuvent rien faire ! » Lors de notre précédente enquête sur la crise sanitaire gouvernementale publiée sous le titre *Le virus et le président* [1], nous avons constaté de très nombreuses interrogations et parfois même un grand désarroi chez les personnes rencontrées, y compris parmi des professionnels de la santé.

Au fil des mois d'enquête, celles-ci se sont précisées, et en juillet 2021, des citoyens nous interpellent : qu'en est-il vraiment de cette « pandémie » ? Que valent les mesures gouvernementales ? Quelles différences entre un vaccin et ces produits à ARNmessenger ? Comment s'opposer à la vaccination obligatoire et au passe sanitaire, puis vaccinal ?

Après l'annonce par Emmanuel Macron, le 12 juillet 2021, de rendre quasi obligatoire l'injection de produits expérimentaux à l'efficacité et à la sûreté incertaines et un laissez-passer vaccinal discriminatoire, les appels à l'action et à la désobéissance civile se multiplient, ainsi que les procédures devant les tribunaux. Le Premier ministre, des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires sont mis en cause. L'année 2021 est marquée par la multiplication des procédures en justice, mais surtout par des

manifestations et des actions en France et à travers le monde. Les informations les plus contradictoires sont diffusées par le pouvoir politique et l'Administration, et relayées par la plupart des médias d'information politique et générale au point que de plus en plus de Français ne savent plus à qui faire confiance.

Du rôle des journalistes

Face à cette désinformation, les journalistes professionnels doivent non pas se contenter de retransmettre des informations issues d'institutions et d'administrations sans en vérifier l'exactitude, mais donner aux citoyens des informations essentielles, justes et pratiques. Sauf, bien sûr, à ce que des directions de rédaction, coincées entre l'attrait des subventions d'État et de budgets d'annonceurs publicitaires, préfèrent jouer le rôle « d'attachés de presse » d'un pouvoir, quel qu'il soit ... [2] De plus en plus de citoyens prennent conscience de la dégradation continue et forte de l'information diffusée par les médias français d'information politique et générale. Selon le rapport annuel 2020 du Reuters Institute Digital News qui analyse les relations des populations avec leurs différents médias, sur 40 pays, la France se classe à la... 39e place !

« La confiance dans l'information en France est parmi les plus faibles (23 %) en Europe », soit le plus bas niveau de confiance des pays occidentaux, constatent les enquêteurs de l'Institut de journalisme de l'Université d'Oxford [3].

La crise sanitaire gouvernementale s'est vite caractérisée par une fermeture totale du débat public contradictoire, des phénomènes de censure et d'ostracisation pour le moins inhabituels. « En France, tout se passe comme si le discours du gouvernement ne pouvait souffrir aucune contradiction majeure, toute personne se risquant à énoncer de telles contradictions étant renvoyée vers des catégories stigmatisantes dont la principale est le "complotisme" », observe le sociologue Laurent Mucchielli [4].

« On ne sait plus qui croire ! »

Aussi, comment connaître la réalité de la crise sanitaire gouvernementale sans avoir connaissance des faits qui sous-tendent des décisions prises par l'OMS, l'Union européenne, le président et le gouvernement français ou d'autres administrations et organisations ?

Comment se protéger, combattre une légalisation discriminatoire et faire respecter ses droits sans en comprendre la vérité vraie ?

Comment agir dans la vie quotidienne en étant sous-informé ou désinformé ?

Au fil de ces deux années d'enquête, une donnée grandit : de plus en plus de personnes doutent des annonces gouvernementales. Une question nous est posée fréquemment : « Comment distinguer le vrai du faux dans tout ce que disent le gouvernement et les médias ? On ne sait plus qui croire ! »

« La science a pris un virage vers l'obscurantisme »

Sur son site internet dédié à l'intégrité de l'information médicale (www.redactionmedicale.fr), Hervé Maisonneuve [5] publie de nombreux éléments sur la manipulation de l'information jusque dans des revues scientifiques réputées. Déjà, en avril 2015, le rédacteur en chef de la revue médicale The Lancet, Richard Horton, estimait qu'« une grande partie de la littérature scientifique, peut-être la moitié, est tout simplement

fausse. Contenant des études avec de petits échantillons, aux effets minimes, aux analyses exploratoires invalides, et avec des conflits d'intérêts évidents, avec l'obsession de suivre des tendances à la mode d'importance douteuse, la science a pris un virage vers l'obscurantisme.»[6] Cinq années plus tard, avec la pandémie covid-19 « éthique et intégrité ont été oubliées devant la précipitation pour publier », constate Hervé Maisonneuve en conclusion d'une analyse sur les [7] rôles de revues scientifiques pendant la pandémie .

40 questions/réponses pour se faire un avis

Il nous est vite apparu qu'il était nécessaire de contribuer à la réinformation sur différentes questions dont les réponses pouvaient sembler a priori évidentes. C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix, afin de porter à la connaissance des lecteurs les faits dissimulés par les faussaires de la science, de publier de nombreux extraits de travaux référencés de chercheurs, des avis de médecins, des rapports d'analystes et d'administrations, des enquêtes de journalistes scientifiques et d'investigation, des analyses d'associations, des communications d'organisations, des interventions et interviews de scientifiques, d'avocats et responsables d'organisations... Les nombreuses références, sources mentionnées et rubriques En savoir plus en fin de certaines fiches permettent aux lecteurs qui le souhaitent de compléter leur information et de trouver des contacts pour la défense de leurs droits.

40 réponses sur l'essentiel de la crise sanitaire avec des éléments précis et sourcés, peu ou pas médiatisés, aux 40 questions qui sont revenues fréquemment lors de nos rencontres au fil de notre enquête. 40 questions et 40 réponses pour faire le bilan sur l'une des plus grandes tromperies de l'Histoire. Les lecteurs trouveront dans cette nouvelle contribution des informations sur des faits qui ont été dissimulés, tronqués, truqués, faussés, des arguments pour y voir plus clair et débattre, mais aussi des moyens pour se défendre. Les vieilles mentalités vont devoir se faire à l'idée, ainsi que l'a rappelé l'Université de Paris, que « la communication publique n'a pas pour objet la protection de l'État et des institutions, mais avant tout le respect du citoyen pour qu'il construise lui-même sa capacité de réponse. » 8

Jean-Loup Izambert et Claude Janvier , Avril 2022

<https://www.is-ebooks.com/produit/200/9782368452967/covid-19-le-bilan-en-40-questions>

EN SAVOIR PLUS

Université d'Oxford. Rapport d'actualité numérique 2020 (www.digitalnewsreport.org)

Le rapport 2020 du Reuters Institute révèle de nouvelles données sur la consommation d'actualités numériques basées sur une enquête de la société de sondage YouGov auprès de plus de 80 000 consommateurs d'actualités en ligne sur 40 marchés, dont le Kenya et les Philippines pour la première fois. Présentation : « Le rapport examine l'impact du coronavirus sur la consommation d'informations et sur les perspectives économiques des éditeurs.

Il examine les progrès réalisés sur les nouveaux modèles commerciaux en ligne payants, la confiance et la désinformation, la partisanerie et le populisme, ainsi que la popularité des produits éditoriaux organisés tels que les podcasts et les newsletters par e-mail. » Une analyse détaillée est faite par continent, pays et marchés.

Le rapport observe que « les médias d'information en France se caractérisent par de puissants diffuseurs commerciaux et publics et une presse relativement faible qui a du mal à atteindre un public de masse dans la presse écrite ou en ligne. La confiance dans les médias est parmi les plus faibles d'Europe ». Concernant la confiance dans l'information, « la France est parmi les plus faibles (23 %) d'Europe - en partie affectée par les divisions qui ont émergé autour des manifestations des gilets jaunes et de leur couverture médiatique. Alors que les médias publics tels que France Télévisions et France Info sont les plus dignes de confiance, la chaîne populaire en continu BFM affiche de loin les niveaux de méfiance les plus élevés (34 %). »

Hm Revues et intégrité (www.redactionmedicale.fr)

Depuis 1975, Hervé Maisonneuve, ancien docteur en médecine (maladies infectieuses et tropicales) a développé une intense activité dans le domaine de l'information médicale. Référent intégrité des facultés de médecine - Université de Paris - depuis 2020, il a collaboré à la rédaction de revues scientifiques, et depuis 1986, il enseigne régulièrement la rédaction scientifique pour des chercheurs dans des hôpitaux, des Universités, des agences d'évaluation, en France et à l'étranger.

Il a travaillé au sein de l'ANDEM (Agence Nationale pour le Développement de l'Évaluation Médicale) en 1994, est devenu directeur de l'évaluation de l'ANAES (Agence Nationale d'Accréditation et d'Évaluation en Santé) jusqu'en 1999 et a été membre d'un groupe de travail de la Haute Autorité de Santé de 2010 à 2013 (critères de qualité des journaux et revues).

Auteur de plusieurs ouvrages, membre de comités de rédaction de revues médicales, Hervé Maisonneuve a été également membre du groupe « Corvol » pour la mise en place d'un office d'intégrité scientifique en France (2016-2017) et, depuis 2016, de l'Institut International de Recherche et d'Action sur la Fraude et le Plagiat Académiques (IRAFPA, Genève). Il est membre actif de l'Association européenne des éditeurs scientifiques. Sur son site internet « Hm Revues et intégrité » (www.redactionmedicale.fr), il publie les actualités des sociétés de rédacteurs et de revues biomédicales et traque les faussaires de la science.

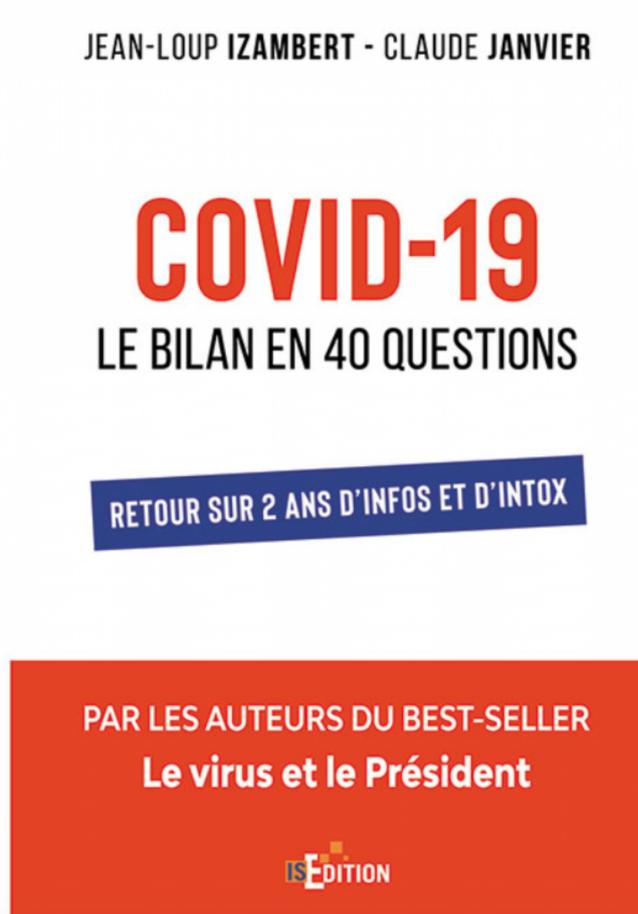
Voir également le site internet de l'Association de l'information française pour l'information scientifique - Afis - (www.afis.org).

Notes :

1. Le virus et le président, par Jean-Loup Izambert et Claude Janvier, IS Edition.

2. Lire Les médias confrontés au Covid-19, Un contre pouvoir affaibli ? par Guy Courtois, Investigation éditions.

3. Le rapport complet peut être consulté sur le site internet : www.digitalnewsreport.org. Voir la rubrique En savoir plus.
4. Qui construit la doxa du Covid-19, par Laurent Mucchielli, 21 février 2021. Les médias confrontés au Covid-19, par Guy Courtois, Investigation éditions.
5. Voir la rubrique En savoir plus.
6. Personne ne veut réellement nettoyer le système : la moitié de la littérature scientifique est tout simplement fausse... par Richard Hurton, The Lancet, 15 avril 2015.
7. Pandémie à SARS-CoV-2 : éthique et intégrité oubliées devant la précipitation pour publier, par Hervé Maisonneuve, Benoît Plaud et Éric Caumes, EM-consulte (www.em-consulte.com), 14 novembre 2020, et www.redactionmedicale.fr.
8. Université de Paris, comité de pilotage covid-19 du séminaire des Maladies Infectieuses Émergentes, atelier du 16 octobre 2020, Atelier de retour d'expérience sur la communication durant la pandémie de covid-19, site internet : www.malinfemerg.net



Les auteurs

Jean-Loup Izambert a derrière lui cinquante années de journalisme dont trente comme journaliste d'investigation indépendant (économie, finance, politique). Il est également collaborateur de médias étrangers et écrivain. Plusieurs de ses ouvrages ont défrayé la

chronique: «Le krach des 40 banques », « Le Crédit Agricole hors la loi ? », « Faut-il brûler l'ONU ? », « 56 - Tome 1 : L'État français complice de groupes criminels », « 56 - Tome 2 : Mensonges et crimes d'État », « Trump face à l'Europe », « Le virus et le Président » et enfin « Le scandale Ivermectine ».

Claude Janvier est écrivain-essayiste. Doté d'un humour noir et disciple de Pierre Desproges, il est l'auteur de trois livres « coups de gueule » et a co-écrit « Le virus et le Président » avec Jean-Loup Izambert. Depuis quinze ans, il fouille, déterre, décortique et analyse l'actualité afin de mettre à jour les véritables informations, qu'il diffuse dans les nombreux médias où il intervient. Adeptes du courant de contre-culture dans les années 1970, il a acquis une certaine méfiance envers l'État « providence » et la société de consommation. Il reste fidèle à sa devise : « Je rôle donc je suis ».

La source originale de cet article est [ISÉdition](#)

Copyright © [Jean-Loup Izambert](#) et [Claude Janvier](#), [ISÉdition](#), 2022

Articles Par : [Jean-Loup Izambert](#) et [Claude Janvier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca